

Position de Pax Christi International

Appel à la communauté internationale pour soutenir les politiques qui promeuvent des approches non-violentes pour maintenir la paix

28 Mai 2018

Pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, **la violence et les conflits violents ont augmenté**¹ en raison des tensions inter et intra-étatiques. Selon l'Organisation mondiale de la santé 1,4 million de personnes meurent chaque année de la violence² et 2 milliards de personnes vivent dans des pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence.³ En l'absence de changements significatifs, ces chiffres augmenteront, entraînant des **conséquences à long terme pour la planète et pour tous les peuples**, dont un risque accru de famine et de mauvaises récoltes, de menaces sur les ressources en eau, de dégradation de l'environnement, de générations d'enfants sans instruction, de déplacements majeurs et de migrations, d'intensification du crime et du terrorisme à grande échelle.

L'augmentation des investissements des gouvernements dans les armes et la préparation militaire n'a pas rendu le monde plus sûr. Le niveau de dépenses militaires mondiales représente maintenant plus de deux pourcent du PIB mondial⁴ et, en 2018, devrait atteindre un sommet de 1,67 billion de dollars depuis la fin de la guerre froide.⁵ Plutôt que de dépenser des sommes considérables pour les guerres et les armes qui nuisent aux peuples et à la planète, la communauté internationale devrait investir ses ressources dans des politiques qui promeuvent des approches non violentes pour transformer les conflits et, en particulier, dans les 6 billions de dollars nécessaire annuellement⁶ pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD).

L'Initiative catholique pour la non-violence, un projet de Pax Christi International, appelle l'Église et les décideurs politiques à donner la primauté aux approches non violentes dans le but de transformer les conflits et protéger les communautés vulnérables. Il vise à catalyser un changement de paradigme en s'écartant des cycles répétés de violence et en se dirigeant vers un large éventail d'options non violentes qui peuvent réellement atteindre la paix intégrale et durable à laquelle l'humanité aspire.

L'Église, du Vatican jusqu'aux communautés locales, peut jouer un rôle important dans la promotion d'une paix durable dans le monde en établissant des ponts stratégiques et tactiques entre l'action non violente à la base et la consolidation de la paix. L'Église a l'infrastructure - écoles, paroisses,

¹ OECD, "2016 States of Fragility Report", disponible à: http://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/listofstateoffragilityreports.htm.

² WHO, "10 faits sur la prévention de la violence", mai 2017, disponible à http://www.who.int/features/factfiles/violence/fr/

³ World Bank, "Fragility, Conflict and Violence", 9 février 2017, disponible à:

http://www.worldbank.org/en/research/dime/brief/fragility-conflict-and-violence.

⁴ SIPRI, "Trends in world military expenditure", avril 2017, p. 1, disponible à: https://www.sipri.org/sites/default/files/Trends-world-military-expenditure-2016.pdf.

⁵ Jane's 360, "Global Defense Spending to hit Post-Cold War high in 2018, Jane's by IHS Markit says", 18 décembre 2017, disponible à: http://www.janes.com/article/76463/global-defence-spending-to-hit-post-cold-war-high-in-2018-jane-s-by-ihs-markit-says.

⁶ Global Policy Watch, "Funding Needs for UN's 2030 Development Agenda", 28 mai 2017, disponible à: https://www.globalpolicywatch.org/blog/2017/05/29/funding-needs-for-uns-2030-development-agenda

universités, corps diplomatique, ressources financières, capacités de communication - et une richesse d'enseignement social à offrir. Les dirigeants d'églises du monde entier ont des rôles influents dans les processus politiques pour la consolidation de la paix grâce à la coopération avec les responsables des politiques publiques.

Dans son message de la Journée mondiale de la paix de 2017⁷, le Pape François a déclaré que les réponses militaires au conflit ne font que générer plus de violence. Il a appelé à une culture renouvelée de la non-violence et à une attention accrue aux efficaces stratégies non violentes dans la politique mondiale. Il a réaffirmé ce message lors de son discours annuel aux membres du corps diplomatique accrédités auprès du Saint-Siège.⁸ Les organisations intergouvernementales, ainsi que leurs États membres, ont un rôle crucial à jouer, car la prévention de la violence est un principe fondamental du travail de nombreuses organisations multilatérales qui ont été créées en tant que projets d'aprèsguerre pour retrouver la paix.

Les politiques encourageant les options non violentes pour transformer les conflits et protéger les personnes vulnérables n'ont pas été suffisamment priorisées dans le secteur public. Pourtant, les options non violentes se sont révélées efficaces et moins coûteuses dans de nombreux contextes pour le maintien de la paix et de la sécurité. Les stratégies non violentes devraient être la première option en réponse à des défis sociétaux violents ou potentiellement violents. Cela correspondrait aux engagements pris par les gouvernements au niveau intergouvernemental et aux cris grandissants du monde entier pour une paix juste et des solutions non violentes à la violence intraitable.

Pax Christi International a un engagement à long terme envers la non-violence active en tant que mode de vie et stratégie politique efficace. Ceci est au cœur de notre travail sur le terrain pour la paix juste et la réconciliation, la dignité humaine, les droits de l'homme et la durabilité écologique. Nous croyons que les politiques aux niveaux national et multilatéral comptent trop sur les arsenaux militaires et l'action armée. Nous sommes donc favorables à ce que les décideurs nationaux et internationaux supportent davantage les options politiques non violentes et un engagement financier, susceptibles de contribuer plus efficacement à la sécurité humaine inclusive et à long terme, comme le prévoient les objectifs de développement durable.

EXEMPLE DU TRAVAIL DE NON-VIOLENCE : DHUMA, MEMBRE DE PAX CHRISTI PEROU

Droits de l'Homme et Environnement Puno (DHUMA) aide les communautés indigènes au Pérou en leur fournissant des informations sur leurs droits et en faisant entendre leurs voix à travers des litiges stratégiques pour résister aux projets destructeurs de l'industrie extractive. Le dépôt des procédures administratives de l'opposition avant l'approbation des demandes minières se révèle être un outil non violent efficace pour la protection des droits des peuples autochtones. En 2017, les membres de Pax Christi Pérou ont fait entendre leur voix lors des négociations de l'ONU pour un traité contraignant sur les entreprises et les droits de l'homme, dans le but d'attirer l'attention sur l'accès aux recours juridiques pour les peuples autochtones.

⁷ Le message est disponible à : https://w2.vatican.va/content/francesco/fr/messages/peace/documents/papa-francesco 20161208 messaggio-l-giornata-mondiale-pace-2017.html

⁸ Vatican, "Discours du Pape François à l'occasion des vœux du corps diplomatique accrédité près le Saint Siège » , 9 janvier 2017, disponible à: https://w2.vatican.va/content/francesco/fr/speeches/2017/january/documents/papa-francesco_20170109_corpo-diplomatico.html

⁹ Des exemples de notre travail sur la non-violence se trouvent dans les documents distribués dans la Conférence sur la Non-Violence et la Paix Juste, Avril 2016: https://nonviolencejustpeace.net/framing-papers/ et à *Choosing Peace*, mai 2018, par la coprésidente de Pax Christi International Marie Dennis, disponible à https://www.orbisbooks.com/choosing-peace.html.

Politiques publiques pour des stratégies non violentes

Pax Christi International encourage la communauté internationale à investir dans des politiques publiques qui développent et soutiennent des stratégies non violentes. Ces politiques sont des mesures novatrices, interdisciplinaires et globales qui traitent les défis de paix et de sécurité par des moyens pacifiques plutôt que par l'utilisation ou la menace de la violence. Les politiques qui favorisent les options non violentes transformeront les conflits, éviteront la violence, établiront une paix durable dans les situations d'après-conflit, promouvront la bonne gouvernance et traitent les causes profondes de la violence directe et structurelle. Ils aideront à favoriser et à renforcer la résilience des individus, des familles, des communautés et des sociétés¹⁰, et à promouvoir la paix durable.

Ci-dessous, voici des exemples de politiques publiques pour des stratégies non violentes¹¹:

- Diplomatie et négociation pour prévenir ou transformer les conflits avant qu'ils ne deviennent violents.
- Médiation et facilitation des processus de paix.
- Coopération dans le sport, comme nous l'avons vu par le biais des jeux olympiques, vers un rapprochement sur la péninsule coréenne.
- Inclusion des femmes en tant qu'acteurs clés dans les activités communautaires et nationales de prévention de la violence.
- Soutien aux campagnes de résistance non violentes¹², souvent inspirées par la foi, à travers un soutien diplomatique et le renforcement des capacités.
- Développement de matériels d'éducation à la non-violence pour les écoles et les enseignants.
- Financement de programmes d'emploi et de formations professionnelles pour les jeunes.
- Appui à la guérison des traumatismes, à la vérité et à la réconciliation et aux programmes de justice réparatrice.
- Formations de sensibilisation du personnel militaire travaillant dans les zones de conflit sur la façon de protéger les enfants et les droits de l'homme dans des situations difficiles.

Les documents juridiques et politiques d'organisations telles que les Nations Unies (ONU), l'Union européenne (UE), le Conseil de l'Europe (CdE), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Organisation des États américains (OEA), l'Union africaine (UA) et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) leur donnent un mandat clair pour choisir et mettre en œuvre des approches non violentes pour résoudre les différends mettant en danger la paix et la sécurité locales, nationales, régionales ou internationales. Un exemple est l'article 33 de la Charte des Nations Unies, le traité fondateur de l'ONU signé en 1945:

- 1. Les parties à un différend dont la continuation est susceptible de compromettre le maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent d'abord rechercher une solution par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, agences régionales ou arrangements, ou d'autres moyens pacifiques de leur choix.
- 2. Le Conseil de sécurité demande aux parties, s'il le juge nécessaire, de régler leur différend par ces moyens.

¹⁰ Pax Christi International, avec COMECE et Justice & Paix Europe, ont publié une position concernant la 2017 Communication UE jointe sur la Résilience, disponible à: http://www.paxchristi.net/news/pax-christi-international-together-comece-and-justice-peace-europe-submits-statement-eu#sthash.tb416NOW.dpbs.

¹¹ Plus d'exemples se trouvent à "Building Peace Together: a practical resource" par le Quaker Council for European Affairs, février 2018, disponible à: http://www.qcea.org/wp-content/uploads/2018/02/Building-Peace-Together.pdf.

¹²Des campagnes de résistance non-violente ont été plus de deux fois plus efficaces que leurs homologues violents dans la réalisation de leurs objectifs déclarés. Avec le soutien impressionnant des citoyens, dont l'activisme prend la forme de protestations, de boycotts, de désobéissance civile et d'autres formes de non-coopération non violente, ces efforts coupent les régimes de leurs principales sources de pouvoir et produisent des résultats remarquables. Voir Stephan, Maria J. and Erica Chenoweth, "Why Civil Resistance Works. The Strategic Logic of Nonviolent Conflict", International Security 33, 1 (2008).

Elan politique et opportunités

Pax Christi International salue les résolutions de «maintien de la paix» de l'Assemblée générale des Nations Unies (70/262) et du Conseil de Sécurité (2282) et l'exhortation du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, à renforcer les efforts de prévention, de résolution des conflits et de maintien de la paix, la consolidation de la paix et le développement durable.¹³ L'Observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'ONU a récemment lancé un appel similaire à la réaffirmation et à l'intensification des efforts de consolidation de la paix.¹⁴ Ces demandes génèrent un élan politique pour que les États membres et le système des Nations Unies mettent davantage l'accent sur les pratiques non violentes et consacrent un budget à ces pratiques.

Cependant, la mise en œuvre de telles politiques est aussi importante que leur adoption initiale. La stratégie globale de l'UE reconnaît que la prévention des conflits violents est plus efficace et efficiente que la lutte contre les crises après leur éclatement.¹⁵ Malgré cela, les récentes réunions des ministres des affaires étrangères de l'UE ont porté sur la défense, la lutte contre le terrorisme et la gestion des frontières plutôt que sur la prévention, la protection et la lutte contre les causes profondes de la migration ou du terrorisme.¹⁶

Trop souvent, les décideurs négligent les approches non violentes pour maintenir la paix et la sécurité qui se sont avérées efficaces pour réduire la violence et les conflits. De plus, ils n'investissent pas dans la recherche pour identifier les programmes les plus efficaces ou pour soutenir les acteurs locaux de maintien de la paix. Par exemple, une étude menée par Mercy Corps, en partenariat avec les universités Princeton et Yale, suggère que les approches multidimensionnelles, qui traitent simultanément les défis économiques et les injustices liés à la gouvernance, peuvent réduire le risque de violence politique chez les jeunes plus que les interventions isolées. ¹⁷ Beaucoup plus d'engagement dans des recherches similaires est nécessaire pour déterminer les approches non violentes les plus efficaces.

EXEMPLE DE SUPPORT REGIONAL POUR UNE POLITIQUE DE TRANSITION NON VIOLENTE

Bien que les militaires aient été impliqués dans la transition du leadership au Zimbabwe en 2017, l'ensemble du processus était pacifique et non violent. Un prêtre local jésuite était le médiateur entre Robert Mugabe et les chefs militaires. Les groupes de la société civile ont utilisé les médias sociaux pour inviter les gens à manifester leur désir de changement. L'Afrique du Sud a envoyé une délégation le lendemain de l'arrivée des militaires. L'Union Africaine fournira une assistance, notamment en envoyant des observateurs, pour les prochaines élections prévues en juillet. Ce soutien de la communauté internationale a permis au processus du Zimbabwe de progresser de manière non violente.

¹³ "At Security Council, UN chief Guterres makes case for new efforts to build and sustain peace", 10 janvier 2017, disponible à t: https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2017/01/at-security-council-un-chief-guterres-makes-case-for-new-efforts-to-build-and-sustain-peace/.

¹⁴ Déclaration par l'observateur permanent du Saint Siège aux NU pendant le High Level meeting on Peacebuilding and Sustaining Peace, New York, 25 avril 2018, disponible à: https://holyseemission.org/contents/statements/5ae34dcd65287.php.

¹⁵ EU, Global strategy for the European Union's Foreign and Security Policy, June 2016, p. 29, disponible à: http://europa.eu/globalstrategy/en/global-strategy-foreign-and-security-policy-european-union.

¹⁶ European Council Foreign Affairs Conclusions, 14 December 2017, EUCO 19/17, disponible à: http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-19-2017-INIT/en/pdf, et les European Council Foreign Affairs conclusions of 22 and 23 June 2017, disponible à: http://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8-2017-INIT/en/pdf.

¹⁷ Mercy Corps, "Can Economic Interventions Reduce Violence? Impact of Vocational Training and Cash Transfers on Youth Support for Political Violence in Afghanistan", février 2018, p. 2, disponible à:

 $[\]frac{https://www.mercycorps.org/sites/default/files/CanEconomicInterventionsReduceViolence\ Afghanistan\ MercyCorps\ Feb2018.pd}{\underline{f}.}$

Nos 12 propositions de politique

En 2018, alors que nous commémorons le 70e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les membres et partenaires de Pax Christi sont confrontés à des défis en matière de droits de l'homme découlant de la violence et des conflits dans leurs régions. L'Église catholique répond déjà à notre appel à réintégrer «la non-violence au cœur de l'enseignement catholique sur la guerre et la paix». Pax Christi International appelle les dirigeants politiques nationaux et internationaux et les décideurs politiques à se diriger sur la même voie, en exploitant des alternatives non violentes et en engageant des options de politiques publiques créatives et innovantes pour soutenir des stratégies non violentes vers une paix juste.

En particulier, nous suggérons que les décisions politiques suivantes soient prises:

1. Augmenter les budgets nationaux, régionaux¹⁹ et internationaux pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix (ODD 16) et pour atteindre tous les ODD d'ici 2030.

Des milliards de dollars sont gaspillés en violence et en guerre, comme les 300 millions de dollars par jour dépensés par les pays dotés de l'arme nucléaire pour leurs forces nucléaires. Le redéploiement de ces ressources vers des approches non violentes de la transformation des conflits et de la prévention de la violence permettrait d'obtenir des avantages meilleurs et plus durables. Les gouvernements seront en mesure de respecter leurs engagements pour atteindre les ODD et d'étendre considérablement leurs efforts pour maintenir la paix d'ici 2030 en investissant dans un développement durable inclusif et des capacités locales pour construire une paix positive.

2. Renforcer les systèmes d'alerte précoce et d'intervention, notamment en impliquant les communautés locales et en assurant un suivi efficace des efforts de consolidation de la paix à long terme.

Les systèmes d'alerte précoce et d'intervention des organisations régionales et internationales telles que l'UE, l'UA, l'OEA, l'OSCE, l'ANASE et l'ONU, ainsi qu'à un niveau plus local, ont contribué à prévenir les conflits et la violence dans le monde. L'alerte précoce devrait conduire plus souvent à des réponses préventives, et à les suivre par des efforts de consolidation de la paix à plus long terme pour le maintien de la paix. Cela devrait impliquer les acteurs locaux et en particulier les femmes et les jeunes. Une manière de renforcer cela au niveau de l'ONU consiste à donner à la Commission de Consolidation de la Paix le pouvoir de proposer un «audit de consolidation de la paix» en tant qu'outil d'alerte précoce et d'action précoce.

3. Revoir les opérations de maintien de la paix et la Responsabilité de Protéger (R2P), en se recentrant sur les méthodes non violentes de prévention et de protection.

La communauté internationale s'est engagée à protéger les communautés vulnérables contre les génocides, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité par le biais de la R2P et à passer des conflits violents à la paix avec l'aide des casques bleus. Pourtant, une critique constructive de ces efforts doit être prise au sérieux. L'accent pour toute intervention R2P doit être mis sur les stratégies non violentes de prévention et de protection. Les missions de maintien de la paix

¹⁸ Bishop Robert W. McElroy, "Pope Francis brings a new lens to poverty, peace and the planet", America magazine, 23 avril 2018, disponible à: https://www.americamagazine.org/faith/2018/04/23/pope-francis-brings-new-lens-poverty-peace-and-planet.

¹⁹ Pax Christi International supporte l'appel à l'UE par le European Peacebuilding Liaison Office (EPLO) pour un investissement plus grand dans la prévention de conflit et consolidation de paix dans son budget global après 2020: http://eplo.org/wp-content/uploads/2018/02/EPLO Position-on-MFF-2021-.pdf

²⁰ Voir site web du lauréat du Prix Nobel de la Paix International Campaign to Abolish Nuclear Weapons (ICAN) dont Pax Christi International est membre: http://www.icanw.org/the-facts/catastrophic-harm/a-diversion-of-public-resources/.

ont besoin de mandats clairs pour soutenir des solutions politiques aux conflits, d'une formation rigoureuse aux stratégies non violentes pour prévenir ou réduire la violence, de contrôles minutieux pour prévenir les abus, de plus de femmes pacificatrices et de mécanismes de responsabilité efficaces.

4. Pousser le Conseil de sécurité de l'ONU à renforcer sa tâche principale de prévention des conflits avec des stratégies non violentes amplifiées et éprouvées efficaces.

L'action du Conseil de Sécurité de l'ONU peut prévenir l'apparition de la violence en faisant un meilleur usage des outils dont il dispose en vertu du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies. Il devrait engager davantage de discussions sur les crises émergentes et évolutives suivies de réponses préventives, par exemple en apportant un soutien politique aux bons offices du Secrétaire Général des Nations Unies et d'autres médiateurs.²¹

5. Suivre la réforme de l'architecture de paix et de sécurité de l'ONU, en mettant l'accent sur les responsabilités de consolidation de la paix de l'ensemble du système et d'autres acteurs régionaux et non étatiques.

Les départements des affaires politiques et de consolidation de la paix et des opérations de paix des Nations Unies ne devraient pas subordonner les contributions de prévention, de rétablissement de la paix et de consolidation de la paix d'autres acteurs aux prérogatives politiques ou aux approches sécuritaires associées aux opérations intrusives de maintien de la paix. La consolidation de la paix doit être le concept global au centre du travail du système des Nations Unies.

6. Harmoniser le programme «Maintien de la paix» de l'ONU avec la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et les principes et engagements associés à l'Agenda pour les Femmes, la Paix et la Sécurité.

Des recherches portant sur les mouvements non violents en Argentine, au Chili, en Égypte, au Libéria, en Palestine, en Pologne, en Syrie et aux États-Unis montrent qu'une paix durable est plus probable si les femmes sont impliquées de manière significative.²² Le pouvoir, la voix et les capacités des femmes sont essentielles au dialogue local, à de meilleures politiques et à des accords de paix plus équitables et durables. Le programme Femmes, Paix et Sécurité est un outil puissant pour passer de l'exclusion à la prise de décision démocratique, de l'inégalité entre les sexes à la justice de genre, et des conflits et de la violence à la paix durable.

7. Soutenir le maintien de la paix civil non armé comme une approche efficace de protection civile.

Le maintien civil non armé de la paix (PCNA)²³ est une méthode de protection directe des civils par des équipes civiles de paix non armées, de réduction de la violence localisée et de soutien aux infrastructures de paix locales. Cela a souvent influencé les acteurs armés pour réduire la violence.²⁴ La communauté internationale peut soutenir PCNA par le soutien diplomatique et les ressources pour leur travail.

8. Faciliter les échanges entre les gouvernements, les organisations intergouvernementales et la société civile pour le renforcement des capacités en matière de diplomatie et de médiation.

²¹ Rapport Conseil de Securité, "Can the Security Council prevent conflict?", février 2017, disponible à: http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/research_report_conflict_prevention_2017.pdf.

²² US Institute for Peace, "Women in Nonviolent Movements", 29 décembre 2016, disponible à : https://www.usip.org/publications/2016/12/women-nonviolent-movements.

²³Des membres de Pax Christi International ont participé dans le World Council of Churches Ecumenical Accompaniment Programme en Palestine et Israël (WCC-EAPPI): https://www.eappi.org/en.

²⁴ Furnari, Ellen, Rachel Julian & Christine Schweitzer, "Unarmed Civilian Peacekeeping: Effectively Protecting Civilians without Threat of Violence" (2016) *Working paper*, p. 9, at: http://nbn-resolving.de/urn:nbn:de:0168-ssoar-48015-3.

Au fil des années, les décideurs politiques des gouvernements et des organisations intergouvernementales, ainsi que des experts de la société civile, ont développé et appliqué avec succès des compétences pertinentes en matière de diplomatie et de médiation. Dans un format organisé, les diplomates et les médiateurs peuvent fournir des informations sur l'impact et les leçons tirées de leur travail dans différents contextes, ce qui donne des matériaux qui peuvent être diffusés à des fins de renforcement des capacités.

9. Utiliser la communication non violente pour résoudre les conflits politiques.

Lorsque les diplomates, les politiciens et les dirigeants locaux appliquent vigoureusement les règles de la communication non violente, y compris dans les déclarations publiques et les médias sociaux, les conflits violents peuvent être réduits ou éliminés au sein des pays et entre eux. Le but est de se connecter avec les autres, en reconnaissant les besoins communs à travers des pensées et langage empathiques au lieu du jugement, de la coercition et de la domination. Des pratiques efficaces pour la communication non violente dans l'arène politique devraient être développées et appliquées à tous les niveaux.²⁵

10. Soutenir les communautés locales pour identifier et renforcer les capacités dans des approches adaptées au contexte pour la résistance non violente.

Les campagnes de résistance civile non violentes ont été plus de deux fois plus efficaces que leurs homologues violents pour atteindre leurs objectifs déclarés.²⁶ Au niveau local, les communautés bénéficient d'approches non violentes²⁷ de la transformation sociale et politique leur permettant de résister à des forces puissantes, notamment des groupes armés, des gouvernements répressifs et des sociétés exploitantes pour un respect accru de leurs droits humains et la réduction de la violence.

11. Impliquer les chefs religieux dans les processus de rétablissement de la paix et de médiation à tous les niveaux.

Les chefs religieux jouissent souvent d'une crédibilité importante et sont généralement bien connus dans les communautés touchées par la violence ayant accès à tous les niveaux de la société. En tant que guides éthiques et spirituels, ils sont également capables d'interpréter des textes sacrés et d'invoquer des images religieuses pour la transformation des conflits.²⁸ Dans la tradition catholique, le Saint-Siège, les conférences épiscopales, les dirigeants catholiques locaux et des organisations comme Pax Christi International ont joué le rôle de médiateurs ou contribué à faciliter les pourparlers de paix dans de nombreux pays du monde. D'autres chefs religieux ont fait de même et ont souvent travaillé ensemble sur une base interreligieuse pour empêcher que la violence éclate ou transforme le conflit.

12. Permettre aux jeunes de participer de manière significative aux programmes de paix et de sécurité et faciliter les échanges interrégionaux entre eux.²⁹

Les jeunes sont parmi les plus touchés par la crise et la violence. Ils connaissent mieux leurs besoins et peuvent souvent identifier des solutions politiques, telles que celles qui encouragent l'éducation, l'emploi et la participation politique, pour s'attaquer aux causes profondes de la violence. En plus de participer aux agendas de paix et de sécurité, les échanges de jeunes dirigeants politiques de

²⁵ Havva, Kok, "Nonviolent Communication", Political Conflict, 2 USAY Y.B. Int'l. Pol. & L. 349 (2009).

²⁶ Stephan, Maria J. and Erica Chenoweth, "Why Civil Resistance Works. The strategic Logic of Nonviolent Conflict", International Security 33, 1 (2008).

²⁷ Pax Christi International a formé des membres et des partenaires au Mexique, au Guatemala, en Colombie, au Pérou, au Chili et au Paraguay pour résister et défendre leurs terres contre l'industrie extractive

²⁸ Bercovitch, Jacob and S. Ayse Kadayifci-Orellana, "Religion and Mediation: The Role of Faith-Based Actors in International Conflict Resolution", 14 Int'l Negotiation (2009), 197-199.

²⁹ En 2015, le Conseil de sécurité a adopté la résolution historique 2250 sur la paix, la jeunesse et la sécurité, qui était la première fois que le Conseil abordait directement le rôle central de la jeunesse dans les problèmes de sécurité mondiale.

différentes régions contribueraient à favoriser la compréhension mutuelle et le dialogue.³⁰ Il est essentiel que les jeunes confrontés à des obstacles socio-économiques puissent également participer en recevant un soutien supplémentaire, par exemple une aide pour couvrir les coûts liés à des besoins spéciaux et une formation et des conseils supplémentaires.

<u>Pax Christi International</u> est un mouvement de paix catholique avec 120 organisations membres à travers le monde travaillant sur la paix, le respect des droits de l'homme, la justice et la réconciliation. <u>Notre projet de l'Initiative catholique pour la non-violence</u> comprend la promotion d'options politiques non violentes pour la transformation des conflits et la réduction de la militarisation à tous les niveaux comme l'une de nos priorités de plaidoyer. Notre mouvement pour la paix est représenté aux Nations Unies (New York, Genève, Vienne et Paris), au Conseil de l'Europe et à l'Union Africaine, et a des contacts avec les institutions de l'UE ainsi qu'avec le Vatican.

³⁰ Une bonne initiative à cet égard est le programme Jeunes leaders politiques du Parlement européen : http://www.europarl.europa.eu/young-political-leaders/en/home.html.